

Objet : Projet de règlement grand-ducal 1. modifiant le règlement grand-ducal modifié du 10 mai 2012 portant nouvelles nomenclature et classification des établissements classés ; 2. modifiant le règlement grand-ducal modifié du 14 septembre 2000 concernant les études des risques et les rapports de sécurité. (4855MST)

*Saisine : Ministre de l'Environnement
(19 mai 2017)*

AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

Le projet de règlement grand-ducal sous avis, ci-après le « Projet », introduit deux nouvelles classes 1A et 1B dans le règlement grand-ducal modifié du 10 mai 2012 portant nouvelles nomenclature et classification des établissements classés, ci-après le « Règlement modifié du 10 mai 2012 ». Il découle de l'article 61 de la loi du 3 mars 2017 dite « Omnibus », ci-après la « Loi Omnibus »¹, qui a pour objectif de réduire, pour certains établissements de classe 1, de deux à une seule le nombre d'autorités compétentes pour l'approbation d'une autorisation.

Le Projet identifie 13 catégories d'établissements de classe 1 pour lesquelles une réduction du nombre d'administrations et d'autorités compétentes est envisagée.

En l'occurrence, cinq catégories d'établissements devraient bénéficier, selon le Projet, d'un transfert de la classe 1 vers la **classe 1A** pour laquelle une autorisation du ministre ayant l'environnement dans ses attributions ne sera plus nécessaire étant donné que leur impact sur l'environnement humain et naturel est jugé « limité » par les auteurs du Projet. Seule une autorisation du ministre ayant le travail dans ses attributions le sera.

Ces cinq catégories sont identifiées par leurs codes de nomenclature suivants :

- 0103020302 : détention de munitions d'armes à feu d'une quantité de plus de 50.000 cartouches,
- 0103040202 : détention à des fins commerciales d'articles pyrotechniques de divertissement, respectivement destinés au théâtre, comprenant un poids total de matières actives d'une quantité de plus de 2.000 grammes,

¹ Intitulé complet de la Loi Omnibus : « *Loi du 3 mars 2017 dite 'Omnibus' portant modification : - de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ; - de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire ; - de la loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes ; - de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ; - de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ; - de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ; - de l'article 44bis du Code civil ; - de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux ; - de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ; - de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national ; - de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ; et abrogeant : - l'arrêté grand-ducal modifié du 13 août 1915 portant règlement du service des femmes dans les hôtels et cabarets ; - l'arrêté grand-ducal du 15 septembre 1939 concernant l'usage des appareils radiophoniques, des gramophones et des haut-parleurs* ». Libellé de l'article 61 de la Loi Omnibus : « *Les établissements de la classe 1 sont autorisés, dans le cadre de leurs compétences respectives, par le ministre ayant dans ses attributions le travail et le ministre ayant dans ses attributions l'environnement, désignés ci-après 'les ministres', les établissements de la classe 1A n'étant autorisés toutefois que par le seul ministre ayant dans ses attributions le travail, les établissements de la classe 1B n'étant autorisés que par le seul ministre ayant dans ses attributions l'environnement* ».

- 0103040302 : détention à des fins privées d'articles pyrotechniques de divertissement, respectivement destinés au théâtre, comprenant un poids total de matières actives d'une quantité de plus de 2.000 grammes,
- 0103040501 : utilisation d'articles pyrotechniques de divertissement à usage professionnel, et
- 0403060302 : dépôts de papier, pâte à papier et carton d'une capacité supérieure à 100 tonnes².

Huit catégories d'établissements devraient ensuite bénéficier d'un transfert de la classe 1 vers la **classe 1B** pour laquelle une autorisation du ministre ayant le travail dans ses attributions ne sera plus nécessaire étant donné que leur impact sur la sécurité, l'hygiène et la santé sur le lieu de travail, la salubrité et l'ergonomie est jugé « minime, voire nul » par les auteurs. Seule une autorisation du ministre ayant l'environnement dans ses attributions le sera.

Ces huit catégories sont identifiées par leurs codes de nomenclature suivants :

- 020101 : agriculture/exploitation agricole intensive - projets d'affectation de terres incultes ou d'étendues semi-naturelles d'une superficie d'un seul tenant de plus de 20 hectares à l'exploitation agricole intensive,
- 02030101 : boisement et déboisement - premier boisement en vue de la reconversion des sols d'une superficie d'un seul tenant de plus de 30 hectares,
- 02030102 : boisement et déboisement - déboisement en vue de la reconversion des sols d'une superficie d'un seul tenant de plus de 20 hectares,
- 040103 : extraction de minéraux par dragage marin ou fluvial,
- 051303 : forages pour le stockage des déchets nucléaire,
- 05070503 : utilisation de déchets inertes dans des remblais d'un volume supérieur à 250.000 mètres cubes³,
- 07020601 : forages géothermiques en profondeur, et
- 080208 : forages pour l'approvisionnement en eau.

De plus, la référence aux « projets classés »⁴ de catégorie 06010102 (démolition, excavation et terrassement) est supprimée à l'unique annexe du Règlement modifié du 10 mai 2012 étant donné qu'à son article 62, la Loi Omnibus supprime elle-même la procédure échelonnée prévue par la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, ci-après la « Loi modifiée du 10 juin 1999 », pour les immeubles commerciaux et administratifs⁵.

Enfin, le Projet modifie l'alinéa 1^{er} de l'annexe I du règlement grand-ducal modifié du 14 septembre 2000 concernant les études des risques et les rapports de sécurité, ci-après le « Règlement modifié du 14 septembre 2000 », afin que les établissements de la nouvelle classe 1A (pour rappel, pour lesquelles seule une autorisation du ministre ayant le travail dans ses attributions serait requise aux termes du Projet) se soumettent, au même titre que les

² En complément, la catégorie inférieure 0403060301 (dépôt de papier, pâte à papier et carton d'une capacité supérieure à 10 tonnes et inférieure ou égale à 100 tonnes) est transférée vers la classe 3A pour laquelle seule une autorisation du ministre ayant le travail dans ses attributions est nécessaire (voir tableau 1 pour un récapitulatif des autorités compétentes par classe).

³ En complément, la catégorie inférieure 05070502 (utilisation de déchets inertes dans des remblais d'un volume supérieur à 10.000 mètres cubes et inférieur ou égal à 250.000 mètres cubes) est transférée vers la classe 3B pour laquelle seule une autorisation du ministre ayant l'environnement dans ses attributions est nécessaire (voir tableau 1).

⁴ Dans le Règlement modifié du 10 mai 2012, les termes « établissements classés » et « projets des établissements classés » sont utilisés ; le second terme faisant plutôt référence à des activités qu'à des projets *sensu stricto*.

⁵ La procédure échelonnée permettait notamment la séparation des autorisations de construire et d'établissement pour les immeubles à caractère administratif et commercial. Dans leur avis commun sur le projet de loi Omnibus disponible sur leurs sites Internet respectifs, la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers avaient regretté cette suppression alors qu'elles demandaient que la procédure échelonnée soit élargie à tous les établissements.

établissements demeurant en classe 1, à une étude de risques et un rapport de sécurité tels que l'Inspection du travail et des mines, ci-après l'« ITM », peut les exiger⁶.

Contexte

La nomenclature prévoit les classes 1 (et dorénavant 1A et 1B), 2, 3, 3A, 3B et 4. Ces classes se distinguent par l'autorité qui est compétente pour chacune d'entre elles, et par la complexité de la procédure d'autorisation à suivre. Ainsi, une demande d'autorisation pour un établissement de classe 1 (et dorénavant 1A et 1B) ou 2 est soumise à une consultation publique dans la commune où l'établissement est projeté. Les demandes d'autorisation pour les établissements de classes 3, 3A ou 3B suivent une procédure simplifiée sans consultation publique, tandis que les établissements de la classe 4 font seulement l'objet d'une déclaration auprès de l'autorité compétente.

Les autorités compétentes et responsables du traitement des demandes d'autorisation sont les suivantes :

Tableau 1 - Autorités compétentes

Classe	Autorité(s) compétente(s)	Demande à adresser à
1	Ministère du Développement durable et des Infrastructures (MDDI) et Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire (MTEESS)	Administration de l'environnement (AEV)
1A	MTEESS	ITM
1B	MDDI	AEV
2	Commune	Bourgmestre
3	MDDI et MTEESS	AEV
3A	MTEESS	ITM
3B	MDDI	AEV
4	En général : MDDI	En général : AEV

Tout dossier de demande doit être envoyé par lettre recommandée à l'administration compétente pour la réception des dossiers, soit l'AEV ou l'ITM (ou la commune pour la classe 2). Le contenu de la demande est déterminé par les articles 7 et 8 de la Loi du 10 juin modifiée 1999 et, en fonction de la classe considérée, un à trois exemplaires sont à prévoir pour transmission à toute autre autorité compétente le cas échéant.

Certains établissements de classe 1, identifiés à l'unique annexe du Règlement modifié du 10 mai 2012, sont soumis d'office à une évaluation des incidences sur l'environnement, ci-après « EIE »⁷. Cette procédure est particulièrement chronophage : elle peut prendre de trois à six mois à rédiger et faire valider par l'autorité compétente en fonction du degré de détails désiré⁸. Tout comme pour l'étude de risques et le rapport de sécurité précités, l'EIE doit être entamée avant l'introduction d'une demande d'autorisation car elle doit être achevée au plus tard au moment où l'administration compétente juge de la bonne complétude d'un dossier (la Chambre de Commerce demande d'ailleurs de manière récurrente que l'EIE fasse l'objet d'une procédure parallèle à la demande d'établissement - voir ci-dessous).

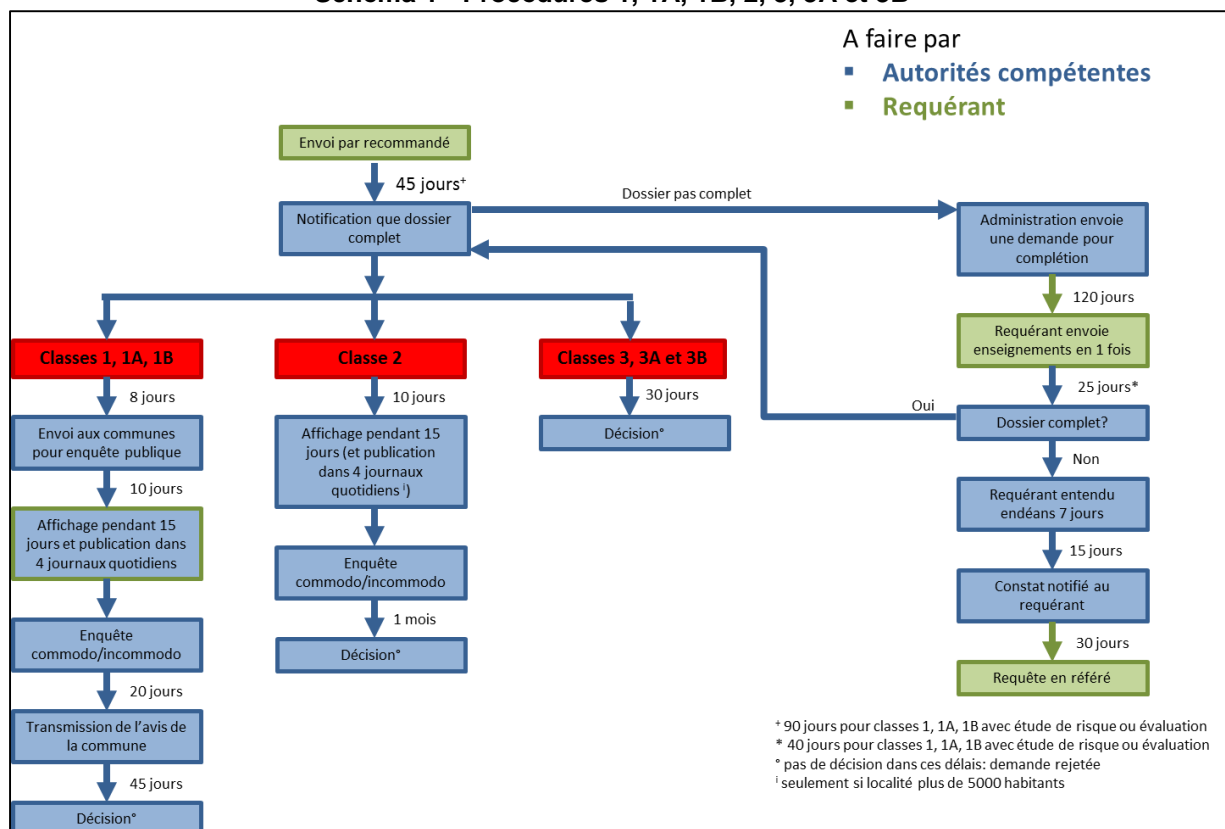
⁶ L'« étude de risque » et le « rapport de sécurité » sont un seul et même document donc l'objectif est d'évaluer les risques pour la sécurité et la santé des travailleurs sur la base, d'une part, des substances et procédés utilisés en entreprise et, d'autre part, des mesures de sécurité, d'hygiène, de salubrité et d'ergonomie envisagées.

⁷ D'autres établissements de classe 1 ou 3 ne sont soumis à une EIE que si l'AEV le juge nécessaire.

⁸ Par exemple, certains demandeurs vont jusqu'à proposer plusieurs alternatives dans une même EIE, qui seront ensuite soumises à la consultation du public.

Schématiquement, la procédure de demande d'autorisation (hors EIE, étude de risques et rapport de sécurité) se présente comme suit aux termes de la Loi modifiée du 10 juin 1999 :

Schéma 1 - Procédures 1, 1A, 1B, 2, 3, 3A et 3B



Source : Chambre des Métiers⁹
 (Délais théoriques sur base de la Loi modifiée du 10 juin 1999)

Une fois une demande d'autorisation de classe 1 (et dorénavant 1A et 1B) envoyée par recommandé, l'administration responsable, soit l'AEV et/ou l'ITM, dispose de 90 jours pour notifier le requérant de la bonne complétude de son dossier. Pour les demandes de classes 2 et 3, ce délai de notification est plus court, soit de 45 jours.

Si le dossier de demande est jugé incomplet, le requérant bénéficie de 120 jours pour renvoyer son dossier complété. L'administration responsable dispose ensuite de 40 jours pour réévaluer la bonne complétude du dossier (pour les demandes de classes 2 et 3, ce second délai de notification est plus court, soit de 25 jours). Si, à nouveau, le dossier est jugé incomplet, le requérant est entendu endéans les 7 jours de cette notification. L'administration compétente dispose ensuite de 15 jours pour rédiger ses conclusions et, en cas de désaccord sur l'issue de la demande, 30 jours sont donnés au requérant pour faire appel.

Si le dossier de demande est jugé complet (ou, alternativement, si au-delà des 90 ou 45 jours prévus par le législateur, aucune décision n'est prise¹⁰), l'administration dispose de 8 jours pour envoyer le dossier considéré aux communes pour consultation, ou enquête,

⁹ Voir lien : www.cdm.lu/entreprise/conseils-aux-entreprises/exploitation-environnement-energie/autorisation-site-exploitation.

¹⁰ Dans ce cas, la Loi Omnibus prévoit en effet que le dossier est d'office jugé complet ; autrement dit : le principe du « qui ne dit mot consent » s'applique.

publique¹¹. Les communes bénéficient elles-mêmes de 10 jours pour afficher un résumé du dossier et le publier dans quatre journaux quotidiens¹².

Deux semaines après publication et affichage de la demande, l'enquête « comodo / incommodo » peut commencer. Celle-ci doit être clôturée par la commune au plus tard 20 jours après l'expiration du délai d'affichage, qui transmet son avis à l'autorité compétente, soit l'AEV et/ou l'ITM. L'autorité compétente dispose enfin de 45 jours pour arrêter sa décision. Si aucune décision n'est prise endéans ce délai, la demande est considérée rejetée.

La Chambre de Commerce rappelle qu'il s'agit de délais théoriques aux termes de la Loi modifiée du 10 juin 1999. En pratique, ceux-ci s'avèrent souvent plus longs.

Considérations générales

La Chambre de Commerce se félicite de l'introduction de ces deux nouvelles classes, qui représente une simplification de procédure appréciable pour les établissements concernés.

Toutefois, **l'accélération des démarches annoncée dans l'exposé des motifs du Projet est moins claire** car les causes de retards observés sur le terrain sont multiples :

- dossiers trop souvent jugés incomplets, notamment ceux émanant des PME dont les moyens pour la préparation de leurs demandes sont limités,
- aller-retour entre administrations compétentes pour les autorisations de classes 1 et 3 (ce à quoi la Loi Omnibus et le présent Projet tentent de remédier),
- ressources insuffisantes dans les administrations pour un traitement des dossiers dans les temps.

En l'absence de statistiques analysant l'origine des délais observés, il est difficile d'estimer dans quelle mesure ceux-ci se verront diminués grâce au Projet (il est à noter que l'e-commodo devrait permettre de générer automatiquement de telles analyses, qui devraient en toute logique alimenter les indicateurs de performance prévus aux futurs programmes de planification triennale prévus par la réforme de la fonction publique en cours¹³).

De plus, la Chambre de Commerce regrette qu'un nombre restreint d'entreprises soit impacté par ce reclassement.

A sa connaissance et à ce jour, aucune entreprise active dans le dépôt et l'utilisation d'armes lourdes (« de plus de 50.000 cartouches ») ou dans l'extraction de minéraux par drainage marin/fluviail n'opère au Luxembourg, alors que les activités d'agriculture intensive et de (dé)boisement ne représentent qu'une partie marginale du PIB national (moins de 0,5%). Quelques entreprises sont bien actives dans le dépôt et l'utilisation d'articles pyrotechniques puissants (« de plus de 2.000 grammes »), dans le dépôt de papier et de carton, dans l'utilisation de déchets inertes, ou encore dans le forage à des fins géothermique et d'approvisionnement en eau. Mais, si le changement de classe opéré est appréciable pour ces

¹¹ Pour rappel, la consultation publique est également valable pour les demandes de classe 2. Dans ce cas, l'étape de la consultation publique est légèrement raccourcie étant donné que seule la commune intervient, comme montré dans le schéma 1.

¹² Dans leur avis commun sur le projet de Loi Omnibus disponible sur leurs sites Internet respectifs, la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers avaient regretté que la publication du dossier ne soit pas entièrement digitalisée.

¹³ Pour un descriptif de la réforme en question, et notamment de son volet « gestion par objectifs », voir l'avis 4648MST de la Chambre de Commerce sur la gouvernance de la sécurité sociale, disponible sur son site Internet.

entreprises, leur nombre ne dépasse pas la vingtaine selon les estimations de la Chambre de Commerce¹⁴.

A contrario, d'autres établissements pourraient tout à fait bénéficier d'un transfert de classe, comme par exemple les campings, pour lesquels un maintien dans la classe 1 ne se justifie pas¹⁵.

Enfin, **la Chambre de Commerce constate que le Projet dans sa mouture actuelle et, plus généralement la Loi Omnibus, ne procèdent pas à la réforme en profondeur de la nomenclature tant attendue par les entreprises.**

Davantage de considérations à ce sujet peuvent être trouvées dans l'avis commun de la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers du 13 novembre 2014 sur le projet de loi Omnibus¹⁶, et sont rappelées brièvement ici :

- séparer la procédure EIE de celle d'établissement¹⁷,
- mettre à disposition des entreprises, notamment les PME, des formulaires standards de demandes afin de les aider dans la préparation de leurs dossiers (complétude),
- implémenter l'e-commo (et publier, dans les programmes triennaux des administrations, les statistiques résultant du système et analysant les causes des retards observés sur le terrain),
- recourir de manière plus systématique à la classe 4 en général,
- donner la possibilité de reclasser un bâtiment de classe 4 en classe 3, 3A ou 3B, au cas où les prescriptions de la classe 4 s'avèrent trop rigides,
- introduire des « autorisation-types » pour les établissements dits « courants » permettant de fixer différentes prescriptions à l'avance et d'entreprendre des contrôles sur site *a posteriori*,
- définir une fois pour toutes le concept de « meilleures techniques disponibles » afin de ne pas laisser libre cours à l'arbitraire administratif, et
- renforcer les ressources des administrations concernées, notamment celles de l'AEV.

La Chambre de Commerce rappelle que le Luxembourg occupe une estimable 7^e place dans le classement de l'indicateur « *dealing with construction permits* » du projet « *Doing Business* » (DB) de la Banque Mondiale¹⁸ (voir **annexe 1**). Cette belle performance est en grande partie due à un changement de méthodologie récent¹⁹ permettant à l'indicateur DB de tenir en compte, en plus de la rapidité à construire un entrepôt standard (de classe 3 au Luxembourg), de sa « qualité ».

Cependant, si le Luxembourg surperforme ses pairs en matière de qualité des constructions (obtenant une note maximale de 15/15 comme montré un annexe 1), il est à la

¹⁴ Sur base des estimations fournies par ses ressortissants. La liste des entreprises détentrices d'autorisations d'établissement de catégories concernées par le Projet n'a pas pu être obtenue.

¹⁵ En effet, tous les campings actifs sur le territoire luxembourgeois sont reliés aux réseaux de canalisation et, hormis les déchets ménagers, ils ne produisent pas de déchets dangereux. Pour ces établissements, un transfert vers la classe 1B, voire même vers une classe inférieure, est indispensable (il s'agit d'ailleurs d'une revendication de longue date du secteur).

¹⁶ Voir pp. 23-27 de l'avis commun de la Chambre de Commerce et de la Chambre des Métiers du 13 novembre 2014 sur le projet de loi Omnibus, disponible sur leurs sites Internet respectifs.

¹⁷ A noter que la séparation de l'autorisation d'établissement de celle de construction est une demande de longue date des organisations patronales mais, face à l'inflexibilité des administrations sur cette question, la demande a été abandonnée.

¹⁸ Voir www.doingbusiness.org/data/exploretopics/dealing-with-construction-permits.

¹⁹ Jusqu'en 2015, soit avant le changement de méthodologie DB, le Luxembourg était classé 50^e dans cet indicateur sur environ 190 économies.

traîne sur la dimension du temps nécessaire à l'obtention de toutes les autorisations requises (157 jours en moyenne), et notamment pour l'obtention de son autorisation d'établissement de classe 3 : quatre mois (120 jours) en moyenne, selon les estimations des experts interrogés par DB pour une étude de cas standardisée²⁰ de construction d'un dépôt permettant le stockage de produits non-dangereux et non-transformés sur place²¹ (de classe 3 nécessitant une EIE, selon les estimations de DB).

En comparaison, il faut respectivement 64 et 96 jours à un petit groupe d'entrepreneurs danois et allemands pour ouvrir le même entrepôt dans les agglomérations de Copenhague et de Berlin respectivement. La lecture de l'étude de cas DB « *dealing with construction permits* » appliquée au Danemark²² nous apprend en effet que la délivrance des permis requis *ex ante* permet de commencer les travaux rapidement à Copenhague (en 36 jours), laissant le soin aux autorités compétentes de contrôler l'entrepôt en cours de construction. A Berlin²³, les demandes d'autorisation sont soumises en ligne (e-commo). La « *Bauordnung für Berlin* » institue en outre le principe du « silence vaut accord » établissant que, sans nouvelles de l'administration endéans trois semaines de la remise d'un dossier de demande, l'autorisation est accordée. Au Luxembourg, la Loi Omnibus introduit bien ce principe, mais il s'applique uniquement à l'étape de vérification de la complétude d'un dossier de demande (sans nouvelles de l'administration, le dossier est considéré complet), pas à celle de la délivrance de l'autorisation. Ensemble, la procédure en ligne et l'autorisation tacite berlinoises permettent l'obtention d'une autorisation en 21 jours seulement, selon les estimations de DB.

Ces différences de « *timing* » ne sont pas pénalisantes au vu de l'honorable 7^e place du pays dans le classement DB, mais elles sont considérables. Aux yeux de la Chambre de Commerce, elles comptent tout particulièrement dans une étude de cas standardisée où l'entrepôt est relativement peu complexe à ériger, permettant de stocker des biens non-dangereux et non-transformés sur place, à l'image des entrepôts logistiques desservant l'e-commerce.

L'enjeu de la simplification administrative est avant tout un enjeu de politique économique puisqu'il s'agit non seulement de permettre l'« accélération des investissements » (pour rappel, l'intitulé de la table ronde nationale de mai 2013 aux origines de la Loi Omnibus), mais également de soutenir la politique de diversification de l'économie et de la faire entrer dans la « troisième révolution industrielle ».

La politique économique ne s'opère pas en silos, portée par un seul ministère. Elle doit être le fruit d'une action gouvernementale horizontale concertée, transcendant ministères et administrations et permettant à tous les acteurs de prospérer et de croître de manière durable.

²⁰ C'est-à-dire appliquée à tous les pays considérés par DB (voir annexe 1 : « *dealing with construction permits methodology* »).

²¹ Voir annexe 1 : « *Assumptions - The warehouse: (i) Will be used for general storage activities, such as storage of books or stationery. The warehouse will not be used for any goods requiring special conditions, such as food, chemicals, or pharmaceuticals; (ii) Will have two stories, both above ground, with a total constructed area of approximately 1,300.6 square meters (14,000 square feet). Each floor will be 3 meters (9 feet, 10 inches) high; (iii) Will have road access and be located in the periurban area of the economy's largest business city (that is, on the fringes of the city but still within its official limits); (iv) Will not be located in a special economic or industrial zone; (v) Will be located on a land plot of approximately 929 square meters (10,000 square feet) that is 100% owned by BuildCo and is accurately registered in the cadastre and land registry; (vi) Is valued at 50 times income per capita; (vii) Will be a new construction (with no previous construction on the land), with no trees, natural water sources, natural reserves or historical monuments of any kind on the plot; (viii) Will have complete architectural and technical plans prepared by a licensed architect. If preparation of the plans requires such steps as obtaining further documentation or getting prior approvals from external agencies, these are counted as procedures; (ix) Will include all technical equipment required to be fully operational; (x) Will take 30 weeks to construct (excluding all delays due to administrative and regulatory requirements) ».*

²² Voir : www.doingbusiness.org/data/exploreeconomies/denmark/dealing-with-construction-permits.

²³ Voir : www.doingbusiness.org/data/exploreeconomies/germany/dealing-with-construction-permits

Force est de constater qu'à ce jour, le Projet dans sa mouture actuelle et, plus généralement la Loi Omnibus, ne permettent pas (encore) le déclouisonnement de la politique économique nationale.

Commentaire des articles

Le Projet est composé de deux articles, et seul le premier article est commenté par la Chambre de Commerce. A la suite de l'exposé des motifs et du commentaire des articles, le Projet propose une version coordonnée du Règlement modifié du 10 mai 2012 tel qu'il se propose de le modifier, notamment une version coordonnée de son annexe unique dite de « nomenclature et classification des établissements classés ». Celle-ci est également commentée dans la présente section.

Article 1^{er}

Aux termes de l'article 1^{er} paragraphe 1^{er} point (1) du Projet, les établissements et projets de classe 1 de détention de munitions d'armes à feu d'une quantité de plus de 50 cartouches (catégorie 0103020302) sont transférés en **classe 1A**. Toutefois, le transfert de la catégorie 0103020302 en classe 1A n'apparaît pas être pris en compte dans l'annexe coordonnée fournie par le Projet, ce qu'il convient de corriger.

De même, aux termes de l'article 1^{er} paragraphe 1^{er} point (3) du Projet, les établissements et projets de classe 1 de premier boisement en vue de la reconversion de sols d'une superficie d'un seul tenant de plus de 30 hectares (catégorie 02030101) sont transférés en **classe 1B**. Or, ce transfert n'apparaît pas non plus être pris en compte dans l'annexe coordonnée fournie par le Projet, ce qu'il convient également de corriger.

La Chambre de Commerce relève enfin que les établissements et projets de classe 1 de forage géothermique en profondeur (catégorie 07020601) apparaissent être à la fois transférés en **classes 1B et 3B** selon, respectivement, les points (3) et (4) du paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} du Projet. Les établissements et projets de cette nature relèvent de la classe 1, et le transfert (erroné) vers la classe 3B prévu par le point (4) du paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} doit donc être supprimé (le transfert vers la **classe 1B** prévu par le point (3) du paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} doit être maintenu). L'annexe coordonnée du Règlement modifié du 10 mai 2012 fournie par le Projet propose un transfert (également erroné) vers la classe 3B et, là aussi, une correction (soit un transfert vers la **classe 1B**) est requise.

* * *

Après consultation de ses ressortissants, la Chambre de Commerce est en mesure d'approuver le projet de règlement grand-ducal sous avis sous réserve expresse de la prise en compte de ses remarques.

MST/DJI

Annexe 1 - Etude de cas *Doing Business* (DB)²⁴



Dealing with Construction Permits in Luxembourg

Below is a detailed summary of the procedures, time and costs to build a warehouse in Luxembourg. This includes obtaining necessary licenses and permits, completing required notifications and inspections and obtaining utility connections.

This information was collected as part of the *Doing Business* project, which measures and compares regulations relevant to the life cycle of a small- to medium-sized domestic business in 190 economies. The most recent round of data collection was completed in June 2016.

STANDARDIZED WAREHOUSE

Estimated value of warehouse:	EUR 3,174,895
City:	Luxembourg

► Measure of efficiency

No.	Procedure	Time to Complete	Associated Costs
1	<p>Obtain a recent copy of the cadastre plans from the Cadastre Administration</p> <p><i>Agency:</i> Cadastre Administration</p>	1 day	EUR 10
2	<p>Obtain approval in principle (accord de principe)</p> <p><i>Agency:</i> Urban Department, Commune</p> <p>An application for authorization and declaration of work, an agreement is required for any building with a total built area of more than 2,000 cubic meters.</p> <p>This agreement is valid for a period of 12 months. The final request must be submitted within the deadline.</p>	60 days	EUR 60
* 3	<p>Obtain feasibility study for the sewage (canalization) connection</p> <p><i>Agency:</i> Sewage Department, Commune</p> <p>BuildCo applies for a sewage connection online. The following plans and documents must be attached in duplicate:</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) an extract of the cadastral map (ii) the location map of the land and any building or structure (or erect), scale 1:500 (iii) plans for all levels of the building, scale 1:100 or 1:50 (iv) Construction cuts along the plan of the connecting line, scale 1:100 or 1:50, indicating the location of the network and the level of public sewers 	30 days	EUR 1,950
* 4	<p>Obtain commodo/incommodo classe 3 approval from the Ministry of Environment</p> <p><i>Agency:</i> Ministry of Environment</p> <p>An environmental clearance is required if the warehouse will be used for storing greater than 10 tons but less than or equivalent to 100 tons.</p>	120 days	no charge
* 5	<p>Obtain construction permit from the Urban Department (service de l'urbanisme) of the Commune</p> <p><i>Agency:</i> Urban Department, Commune</p> <p>The building plans must conform to the master plan of the city of Luxembourg. The application file comprises an application form, a cadastral extract, and the building design plans. Various departments within the Commune must approve the application, including all the utility and the fire safety departments. The Commune charges EUR 24 as an application processing fee and EUR 0.24 per cubic meter. If after 12 months construction has not started, the permit will be nullified.</p>	90 days	EUR 960
* 6	<p>Obtain excavation permit from the Ministry of Public Works</p> <p><i>Agency:</i> Ministry of Public Works</p> <p>Assuming the warehouse will be built near a main road, BuildCo must obtain an excavation permit to dig for utility connections. The Ministry of Public Works charges a stamp duty of EUR 10.</p>	60 days	EUR 10
* 7	<p>Hire independent surveillance company to carry out inspections of construction works</p> <p><i>Agency:</i> Independent Surveillance Company</p> <p>BuildCo must hire an independent inspection company to perform inspections during construction, which costs about 0.5% of the construction value.</p>	1 day	EUR 15,874

²⁴ Source : www.doingbusiness.org/data/exploreeconomies/luxembourg/dealing-with-construction-permits.

8	Request and receive inspection of completed works from the Urban Department <i>Agency:</i> Urban Department, Commune According to Article 66 of the Building Code, an application must be made to the Police des Batisses once the major construction work is completed. The authorization shall be deemed received if within three weeks after the formulation of the relevant application, "La police des batisses" has not raised any objections in writing. Without this authorization, no internal works can be completed.	1 day	no charge
9	Request and receive sewage (canalization) inspection <i>Agency:</i> Sewage Department, Commune BuildCo applies for a sewerage connection and requests water services from the Commune in order to prepare an estimate for all the costs associated with the sewerage connection.	1 day	no charge
10	Obtain sewage (canalization) connection <i>Agency:</i> Sewage Department, Commune	32 days	no charge
* 11	Obtain water connection <i>Agency:</i> Water Services Department, Commune	5 days	EUR 3,000

* Takes place simultaneously with previous procedure.

► Measure of quality

	Answer	Score
Building quality control index (0-15)		15.0
Quality of building regulations index (0-2)		2.0
How accessible are building laws and regulations in your economy? (0-1)	Available online; Free of charge.	1.0
Which requirements for obtaining a building permit are clearly specified in the building regulations or on any accessible website, brochure or pamphlet? (0-1)	List of required documents; Fees to be paid; Required preapprovals.	1.0
Quality control before construction index (0-1)		1.0
Which third-party entities are required by law to verify that the building plans are in compliance with existing building regulations? (0-1)	Licensed architect; Licensed engineer.	1.0
Quality control during construction index (0-3)		3.0
What types of inspections (if any) are required by law to be carried out during construction? (0-2)	Inspections by external engineer or firm; Risk-based inspections.	2.0
Do legally mandated inspections occur in practice during construction? (0-1)	Mandatory inspections are always done in practice.	1.0
Quality control after construction index (0-3)		3.0
Is there a final inspection required by law to verify that the building was built in accordance with the approved plans and regulations? (0-2)	Yes, final inspection is done by government agency; Yes, external engineer submits report for final inspection.	2.0
Do legally mandated final inspections occur in practice? (0-1)	Final inspection always occurs in practice.	1.0
Liability and insurance regimes index (0-2)		2.0
Which parties (if any) are held liable by law for structural flaws or problems in the building once it is in use (Latent Defect Liability or Decennial Liability)? (0-1)	Architect or engineer; Professional in charge of the supervision; Construction company.	1.0
Which parties (if any) are required by law to obtain an insurance policy to cover possible structural flaws or problems in the building once it is in use (Latent Defect Liability Insurance or Decennial Insurance)? (0-1)	Architect or engineer.	1.0
Professional certifications index (0-4)		4.0
What are the qualification requirements for the professional responsible for verifying that the architectural plans or drawings are in compliance with existing building regulations? (0-2)	Minimum number of years of experience; University degree in architecture or engineering; Being a registered architect or engineer.	2.0
What are the qualification requirements for the professional who supervises the construction on the ground? (0-2)	Minimum number of years of experience; University degree in engineering, construction or construction management; Being a registered architect or engineer.	2.0

Dealing with Construction Permits Methodology

Doing Business records all procedures required for a business in the construction industry to build a warehouse along with the time and cost to complete each procedure. In addition, *Doing Business* measures the building quality control index, evaluating the quality of building regulations, the strength of quality control and safety mechanisms, liability and insurance regimes, and professional certification requirements. Information is collected through a questionnaire administered to experts in construction licensing, including architects, civil engineers, construction lawyers, construction firms, utility service providers and public officials who deal with building regulations, including approvals, permit issuance and inspections.

The ranking of economies on the ease of dealing with construction permits is determined by sorting their distance to frontier scores for dealing with construction permits. These scores are the simple average of the distance to frontier scores for each of the component indicators (figure 2).

Efficiency of Construction Permitting

Doing Business divides the process of building a warehouse into distinct procedures in the questionnaire and solicits data for calculating the time and cost to complete each procedure (figure 1). These procedures include, but are not limited to:

- Obtaining and submitting all relevant project-specific documents (for example, building plans, site maps and certificates of urbanism) to the authorities.
- Hiring external third-party supervisors, engineers or inspectors (if necessary).
- Obtaining all necessary clearances, licenses, permits and certificates.
- Submitting all required notifications.
- Requesting and receiving all necessary inspections (unless completed by a hired private, third-party inspector).

Doing Business also records procedures for obtaining connections for water and sewerage. Procedures necessary to register the warehouse so that it can be used as collateral or transferred to another entity are also counted.

To make the data comparable across economies, several assumptions about the construction company, the warehouse project and the utility connections are used.

Assumptions about the construction company

The construction company (BuildCo):

- Is a limited liability company (or its legal equivalent);
- Operates in the economy's largest business city. For 11 economies the data are also collected for the second largest business city;
- Is 100% domestically and privately owned;
- Has five owners, none of whom is a legal entity;
- Is fully licensed and insured to carry out construction projects, such as building warehouses;
- Has 60 builders and other employees, all of them nationals with the technical expertise and professional experience necessary to obtain construction permits and approvals;

Figure 1 - What are the time, cost and number of procedures to comply with formalities to build a warehouse?

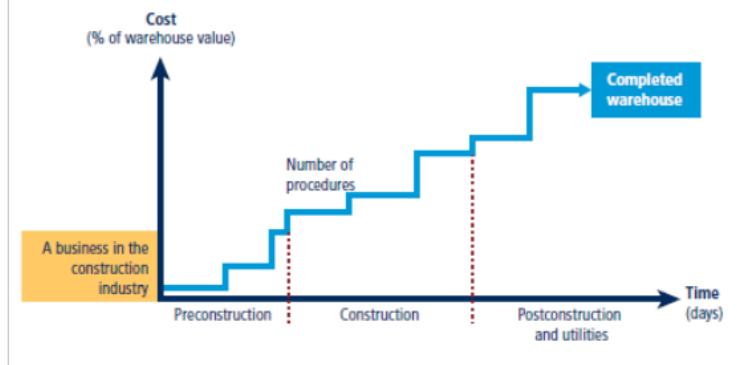
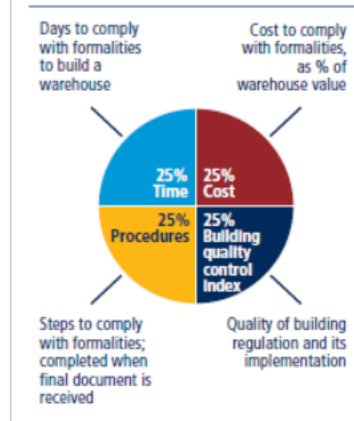


Figure 2 - Dealing with construction permits: efficiency and quality of building regulation

Rankings are based on distance to frontier scores for four indicators



- Has a licensed architect and a licensed engineer, both registered with the local association of architects or engineers. BuildCo is not assumed to have any other employees who are technical or licensed specialists, such as geological or topographical experts;
- Has paid all taxes and taken out all necessary insurance applicable to its general business activity (for example, accidental insurance for construction workers and third-person liability);
- Owns the land on which the warehouse will be built and will sell the warehouse upon its completion.

Assumptions about the warehouse

The warehouse:

- Will be used for general storage activities, such as storage of books or stationery. The warehouse will not be used for any goods requiring special conditions, such as food, chemicals, or pharmaceuticals;
- Will have two stories, both above ground, with a total constructed area of approximately 1,300.6 square meters (14,000 square feet). Each floor will be 3 meters (9 feet, 10 inches) high;
- Will have road access and be located in the periurban area of the economy's largest business city (that is, on the fringes of the city but still within its official limits). For 11 economies the data are also collected for the second largest business city;
- Will not be located in a special economic or industrial zone;
- Will be located on a land plot of approximately 929 square meters (10,000 square feet) that is 100% owned by BuildCo and is accurately registered in the cadastre and land registry.
- Is valued at 50 times income per capita;
- Will be a new construction (with no previous construction on the land), with no trees, natural water sources, natural reserves or historical monuments of any kind on the plot;
- Will have complete architectural and technical plans prepared by a licensed architect. If preparation of the plans requires such steps as obtaining further documentation or getting prior approvals from external agencies, these are counted as procedures;
- Will include all technical equipment required to be fully operational;
- Will take 30 weeks to construct (excluding all delays due to administrative and regulatory requirements).

Assumptions about the utility connections

The water and sewerage connections:

- Will be 150 meters (492 feet) from the existing water source and sewer tap. If there is no water delivery infrastructure in the economy, a borehole will be dug. If there is no sewerage infrastructure, a septic tank in the smallest size available will be installed or built;
- Will not require water for fire protection reasons; a fire extinguishing system (dry system) will be used instead. If a wet fire protection system is required by law, it is assumed that the water demand specified below also covers the water needed for fire protection;
- Will have an average water use of 662 liters (175 gallons) a day and an average wastewater flow of 568 liters (150 gallons) a day. Will have a peak water use of 1,325 liters (350 gallons) a day and a peak wastewater flow of 1,136 liters (300 gallons) a day;
- Will have a constant level of water demand and wastewater flow throughout the year;
- Will be 1 inch in diameter for the water connection and 4 inches in diameter for the sewerage connection.

Procedures

A procedure is any interaction of the building company's employees, managers, or any party acting on behalf of the company, with external parties, including government agencies, notaries, the land registry, the cadastre, utility companies and public inspectors—and the hiring of external private inspectors and technical experts where needed. Interactions between company employees, such as development of the warehouse plans and internal inspections, are not counted as procedures. However, interactions with external parties that are required for the architect to prepare the plans and drawings (such as obtaining topographic or geological surveys), or to have such documents approved or stamped by external parties, are counted as procedures. Procedures that the company undergoes to connect the warehouse to water

and sewerage are included. All procedures that are legally required and that are done in practice by the majority of companies to build a warehouse are counted, even if they may be avoided in exceptional cases. This includes obtaining technical conditions for electricity or clearance of the electrical plans only if they are required to obtain a building permit (table 1).

Time

Time is recorded in calendar days. The measure captures the median duration that local experts indicate is necessary to complete a procedure in practice. It is assumed that the minimum time required for each procedure is one day, except for procedures that can be fully completed online, for which the time required is recorded as half a day. Although procedures may take place simultaneously, they cannot start on the same day (that is, simultaneous procedures start on consecutive days), again with the exception of procedures that can be fully completed online. If a procedure can be accelerated legally for an additional cost and the accelerated procedure is used by the majority of companies, the fastest time to complete a procedure is chosen. It is assumed that BuildCo does not waste time and commits to completing each remaining procedure without delay. The time that BuildCo spends on gathering information is not taken into account. It is assumed that BuildCo is aware of all building requirements and their sequence from the beginning.

Cost

Cost is recorded as a percentage of the warehouse value (assumed to be 50 times income per capita). Only official costs are recorded. All fees associated with completing the procedures to legally build a warehouse are recorded, including those associated with obtaining land use approvals and preconstruction design clearances; receiving inspections before, during and after construction; obtaining utility connections; and registering the warehouse at the property registry. Nonrecurring taxes required for the completion of the warehouse project are also recorded. Sales taxes (such as value added tax) or capital gains taxes are not recorded. Nor are deposits that must be paid up front and are later refunded. The building code, information from local experts, and specific regulations and fee schedules are used as sources for costs. If several local partners provide different estimates, the median reported value is used.

Table 1 - What do the indicators on the efficiency of construction permitting measure?

Procedures to legally build a warehouse (number)
Submitting all relevant documents and obtaining all necessary clearances, licenses, permits and certificates
Submitting all required notifications and receiving all necessary inspections
Obtaining utility connections for water and sewerage
Registering the warehouse after its completion (if required for use as collateral or for transfer of the warehouse)
Time required to complete each procedure (calendar days)
Does not include time spent gathering information
Each procedure starts on a separate day—though procedures that can be fully completed online are an exception to this rule
Procedure considered completed once final document is received
No prior contact with officials
Cost required to complete each procedure (% of warehouse value)
Official costs only, no bribes

Building Quality Control

The building quality control index is based on six other indices—the quality of building regulations, quality control before, during, and after construction, liability and insurance regimes, and professional certifications indices (table 2). The indicator is based on the same case study assumptions as the measures of efficiency.

Quality of building regulations index

The quality of building regulations index has two components:

- Whether building regulations are easily accessible. A score of 1 is assigned if building regulations (including the building code) or regulations dealing with construction permits are available on a website that is updated as new regulations are passed; 0.5 if the building regulations are available free of charge (or for a nominal fee) at the relevant permit-issuing authority; 0 if the building regulations must be purchased or if they are not made easily accessible anywhere.
- Whether the requirements for obtaining a building permit are clearly specified. A score of 1 is assigned if the building regulations (including the building code) or any accessible website, brochure, or pamphlet clearly specifies the list of required documents to submit, the fees to be paid and all required preapprovals of the drawings or plans by the relevant agencies; 0 if none of these sources specify any of these requirements or if these sources specify fewer than the three requirements mentioned above.

The index ranges from 0 to 2, with higher values indicating clearer and more transparent building regulations. In the United Kingdom, for example, all relevant legislation can be found on an official government website (a score of 1). The legislation specifies the list of required documents to submit, the fees to be paid and all required preapprovals of the drawings or plans by the relevant agencies (a score of 1). Adding these numbers gives the United Kingdom a score of 2 on the quality of building regulations index.

Quality control before construction index

The quality control before construction index has one component:

Table 2 - What do the indicators on building quality control measure?

Quality of building regulations index (0–2)
Accessibility of building regulations
Clarity of requirements for obtaining a building permit
Quality control before construction index (0–1)
Whether licensed or technical experts approve building plans
Quality control during construction index (0–3)
Types of inspections legally mandated during construction
Implementation of legally mandated inspections in practice
Quality control after construction index (0–3)
Final inspection legally mandated after construction
Implementation of legally mandated final inspection in practice
Liability and insurance regimes index (0–2)
Parties held legally liable for structural flaws after building occupancy
Parties legally mandated to obtain insurance to cover structural flaws after building occupancy or insurance is commonly obtained in practice
Professional certifications index (0–4)
Qualification requirements for individual who approves building plans
Qualification requirements for individual who supervises construction or conducts inspections
Building quality control index (0–15)
Sum of the quality of building regulations, quality control before construction, quality control during construction, quality control after construction, liability and insurance regimes, and professional certifications indices

- Whether by law, a licensed architect or licensed engineer is part of the committee or team that reviews and approves building permit applications and whether that person has the authority to refuse an application if the plans are not in conformity with regulations. A score of 1 is assigned if the national association of architects or engineers (or its equivalent) must review the building plans, if an independent firm or expert who is a licensed architect or engineer must review the plans, if the architect or engineer who prepared the plans must submit an attestation to the permit-issuing authority stating that the plans are in compliance with the building regulations or if a licensed architect or engineer is part of the committee or team that approves the plans at the relevant permit-issuing authority; 0 if no licensed architect or engineer is involved in the review of the plans to ensure their compliance with building regulations.

The index ranges from 0 to 1, with higher values indicating better quality control in the review of the building plans. In Rwanda, for example, the city hall in Kigali must review the building permit application, including the plans and drawings, and both a licensed architect and a licensed engineer are part of the team that reviews the plans and drawings. Rwanda therefore receives a score of 1 on the quality control before construction index.

Quality control during construction index

The quality control during construction index has two components:

- Whether inspections are mandated by law during the construction process. A score of 2 is assigned if an in-house supervising engineer (for example, an employee of the building company), an external supervising engineer or a government agency is legally mandated to conduct risk-based inspections during construction. A score of 1 is assigned if an in-house engineer (that is, an employee of the building company), an external supervising engineer or an external inspections firm is legally mandated to conduct technical inspections at different stages during the construction of the building or if a government agency is legally mandated to conduct only technical inspections at different stages during the construction. A score of 0 is assigned if a government agency is legally mandated to conduct unscheduled inspections, or if no technical inspections are mandated by law.
- Whether inspections during construction are implemented in practice. A score of 1 is assigned if the legally mandated inspections during construction always occur in practice; 0 if the legally mandated inspections do not occur in practice, if the inspections occur most of the time but not always, if inspections are not mandated by law regardless of whether or not they commonly occur in practice.

The index ranges from 0 to 3, with higher values indicating better quality control during the construction process. In Antigua and Barbuda, for example, the Development Control Authority is legally mandated to conduct phased inspections under the Physical Planning Act of 2003 (a score of 1). However, the Development Control Authority rarely conducts these inspections in practice (a score of 0). Adding these numbers gives Antigua and Barbuda a score of 1 on the quality control during construction index.

Quality control after construction index

The quality control after construction index has two components:

- Whether a final inspection is mandated by law in order to verify that the building was built in accordance with the approved plans and existing building regulations. A score of 2 is assigned if an in-house supervising engineer (that is, an employee of the building company), an external supervising engineer or an external inspections firm is legally mandated to verify that the building has been built in compliance with the approved plans and existing building regulations, or if a government agency is legally mandated to conduct a final inspection upon completion of the building; 0 if no final inspection is mandated by law after construction and no third party is required to verify that the building has been built in accordance with the approved plans and existing building regulations.
- Whether the final inspection is implemented in practice. A score of 1 is assigned if the legally mandated final inspection after construction always occurs in practice or if a supervising engineer or firm attests that the building has been built in accordance with the approved plans and existing building regulations; 0 if the legally mandated final inspection does not

occur in practice, if the legally mandated final inspection occurs most of the time but not always, or if a final inspection is not mandated by law regardless of whether or not it commonly occurs in practice.

The index ranges from 0 to 3, with higher values indicating better quality control after the construction process. In Haiti, for example, the Municipality of Port-au-Prince is legally mandated to conduct a final inspection under the National Building Code of 2012 (a score of 2). However, the final inspection does not occur in practice (a score of 0). Adding these numbers gives Haiti a score of 2 on the quality control after construction index.

Liability and insurance regimes index

The liability and insurance regimes index has two components:

- Whether any parties involved in the construction process are held legally liable for latent defects such as structural flaws or problems in the building once it is in use. A score of 1 is assigned if at least two of the following parties are held legally liable for structural flaws or problems in the building once it is in use: the architect or engineer who designed the plans for the building, the professional or agency that conducted technical inspections, or the construction company; 0.5 if only one of the parties is held legally liable for structural flaws or problems in the building once it is in use; 0 if no party is held legally liable for structural flaws or problems in the building once it is in use, if the project owner or investor is the only party held liable, if liability is determined in court, or if liability is stipulated in a contract.
- Whether any parties involved in the construction process is legally required to obtain a latent defect liability—or decennial (10 years) liability—insurance policy to cover possible structural flaws or problems in the building once it is in use. A score of 1 is assigned if the architect or engineer who designed the plans for the building, the professional or agency that conducted the technical inspections, the construction company, or the project owner or investor is required by law to obtain either a decennial liability insurance policy or a latent defect liability insurance to cover possible structural flaws or problems in the building once it is in use or if a decennial liability insurance policy or a latent defect liability insurance is commonly obtained in practice by the majority of any of these parties even if not required by law; a score of 0 is assigned if no party is required by law to obtain either a decennial liability insurance or a latent defect liability insurance and such insurance is not commonly obtained in practice by any party, if the requirement to obtain an insurance policy is stipulated in a contract, if any party must obtain a professional insurance or an all risk insurance to cover the safety of workers or any other defects during construction but not a decennial liability insurance or a latent defect liability insurance that would cover defects after the building is in use, or if any party is required to pay for any damages caused on their own without having to obtain an insurance policy.

The index ranges from 0 to 2, with higher values indicating more stringent latent defect liability and insurance regimes. In Madagascar, for example, under article 1792 of the Civil Code both the architect who designed the plans and the construction company are legally held liable for latent defects for a period of 10 years after the completion of the building (a score of 1). However, there is no legal requirement for any party to obtain a decennial liability insurance policy to cover structural defects, nor do most parties obtain such insurance in practice (a score of 0). Adding these numbers gives Madagascar a score of 1 on the liability and insurance regimes index.

Professional certifications index

The professional certifications index has two components:

- The qualification requirements of the professional responsible for verifying that the architectural plans or drawings are in compliance with the building regulations. A score of 2 is assigned if this professional must have a minimum number of years of practical experience, must have a university degree (a minimum of a bachelor's) in architecture or engineering, and must also either be a registered member of the national order (association) of architects or engineers or pass a qualification exam. A score of 1 is assigned if the professional must have a university degree (a minimum of a bachelor's) in architecture or engineering and must also either have a minimum number of years of practical experience or be a registered member of the national order (association) of architects or engineers or pass a qualification exam. A score of 0 is assigned if the professional must meet only one of the above requirements, if the professional must meet two of the requirements but neither of the two is to have a university degree, or if the professional is subject to no qualification requirements.
- The qualification requirements of the professional who conducts the technical inspections during construction. A score of 2 is assigned if this professional must have a minimum number of years of practical experience, must have a university degree (a minimum of a bachelor's) in engineering, and must also either be a registered member of the national order of engineers or pass a qualification exam. A score of 1 is assigned if the professional must have a university degree (a minimum of a bachelor's) in engineering and must also either have a minimum number of years of practical experience or be a registered member of the national order (association) of engineers or pass a qualification exam. A score of 0 is assigned if the professional must meet only one of the requirements, if the professional must meet two of the requirements but neither of the two is to have a university degree, or if the professional is subject to no qualification requirements.

The index ranges from 0 to 4, with higher values indicating greater professional certification requirements. In Cambodia, for example, the professional responsible for verifying that the architectural plans or drawings are in compliance with the building regulations must have a relevant university degree and must pass a qualification exam (a score of 1). However, the professional conducting technical inspections during construction must only have a university degree (a score of 0). Adding these numbers gives Cambodia a score of 1 on the professional certifications index.

Building quality control index

The building quality control index is the sum of the scores on the quality of building regulations, quality control before construction, quality control during construction, quality control after construction, liability and insurance regimes, and professional certifications indices. The index ranges from 0 to 15, with higher values indicating better quality control and safety mechanisms in the construction regulatory system.

If an economy issued no building permits between June 2015 and June 2016 or if the applicable building legislation in the economy is not being implemented, the economy receives a "no practice" mark on the procedures, time and cost indicators. In addition, a "no practice" economy receives a score of 0 on the building quality control index even if its legal framework includes provisions related to building quality control and safety mechanisms.

Reforms

The dealing with construction permits indicator set tracks changes related to the efficiency and quality of construction permitting systems every year. Depending on the impact on the data certain changes are classified as reforms and listed in the summaries of Doing Business reforms in 2015/2016 section of the report in order to acknowledge the implementation of significant changes. Reforms are divided into two types: those that make it easier to do business and those changes that make it more difficult to do business. The dealing with construction permits indicator set uses only one criterion to recognize a reform.

The aggregate gap on the overall distance to frontier of the indicator set is used to assess the impact of data changes. Any data update that leads to a change of 2 or more percentage points on the relative distance to frontier gap is classified as a reform (for more details on the relative gap, see the chapter on the distance to frontier and ease of doing business ranking). For example if the implementation of a new electronic permitting system reduces time in a way that the overall relative gap decreases by 2 percentage points or more, such a change is classified as a reform. On the contrary, minor fee updates or other smaller changes in the indicators that have an aggregate impact of less than 2 percentage points on the relative gap are not classified as a reform, but their impact is still reflected on the most updated indicators for this indicator set.

